

# Situation financière et disparité des résultats économiques des exploitations

***En 2007, les exploitations couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) enregistrent une hausse de 22,0 % en valeur réelle du résultat courant avant impôts. La hausse exceptionnelle du prix du blé et du maïs y est pour beaucoup, gonflant le revenu des céréaliers et affectant négativement les filières animales par le biais des charges en alimentation du bétail. La filière porcine se retrouve dans une situation particulièrement difficile.***

Source micro-économique, le Réseau d'information comptable agricole (voir l'encadré) permet d'appréhender, avec un décalage d'un an, la situation économique et financière des exploitations agricoles dans toute leur diversité. Les données recueillies par le RICA se situent dans un cadre méthodologique et conceptuel différent de celui des comptes macroéconomiques, national ou par OTEX, dont elles complètent le diagnostic.

## **1 - Un bilan contrasté en 2007**

En 2007, les exploitations professionnelles couvertes par le Réseau d'information comptable agricole (RICA) ont enregistré une hausse de 25,0 % du résultat courant avant impôts, qui fait suite à la hausse de 18 % de 2006. En valeur réelle<sup>1</sup>, la hausse est de 22,0 %. Le RCAI s'élève ainsi en 2007 à 41 800 euros en moyenne par exploitation.

La production globale (153 600 euros) augmente de 9,5 % en valeur. Pourtant, pour des cultures importantes comme le blé, l'orge, la vigne, les rendements et les récoltes n'ont pas été bons. Mais les prix sont à peu près partout bien orientés, voire en vive augmentation (à l'exception de la filière porcine). Les ventes de l'année progressent de 9,7 %. La valeur des stocks augmente sensiblement.

Les charges d'approvisionnement augmentent fortement (+ 9,1 %) et s'élèvent à 50 800 euros en moyenne. La plupart des postes de charges sont en hausse. Les charges en engrais progressent de 5,6 %. Les dépenses en aliments concentrés augmentent de 18,4 %. Les amortissements s'accroissent légèrement en 2007. Les charges financières amorcent une très légère hausse.

1. Les évolutions du RCAI sont exprimées en valeur réelle à l'aide de l'indice de prix du produit intérieur brut (+ 2,46 % entre 2006 et 2007). Les autres évolutions sont sauf mention contraire exprimées en valeur courante.

Pour la deuxième année du nouveau régime de primes, le montant total des subventions d'exploitation (29 000 euros) diminue d'un peu plus de 4 % par rapport à 2006. Cependant, le montant de 2006 était un peu surestimé, des reliquats de primes animales dues au titre de 2005, versés tardivement ayant été enregistrés en 2006, en plus de la prime unique de 2006. Comme le RCAI augmente fortement dans le même temps, le ratio subventions d'exploitation sur résultat courant avant impôts baisse de façon spectaculaire. Toutes exploitations confondues, il s'établit en moyenne à 69 % alors qu'il était de l'ordre de 98 % en 2005 et de 90 % en 2006.

La capacité d'autofinancement augmente de près de 16 % en moyenne. Les prélèvements privés, solde des retraits et des apports effectués par l'exploitant, ont connu également une forte progression. L'autofinancement augmente de près de 18 %. Le stock de dettes (132 300 euros) augmente très légèrement en valeur réelle.

L'amélioration moyenne du résultat courant avant impôts est toutefois trompeuse, elle ne profite pas à toutes les orientations. Elle est notamment le fruit des résultats exceptionnels en grandes cultures (+ 74 %) et en viticulture d'appellation (+ 27 %). À l'opposé, l'élevage hors-sol, qui poursuivait pourtant un redressement ces dernières années, voit ses résultats chuter fortement (- 46 %). Sans doute, le nombre d'exploitations qui améliorent leur revenu en valeur réelle (194 500) est-il encore cette année supérieur au nombre d'exploitations qui reculent (131 500), mais le sentiment d'amélioration est bien loin d'être partagé par tous. Le recul de revenu dépasse par exemple 10 000 euros pour près de 71 000 exploitants (un peu plus d'un cinquième sont des éleveurs de bovins viande). Aux mouvements d'ensemble des rendements et des prix se superposent les conditions particulières des exploitations, une météorologie plus ou moins favorable, des difficultés dans la conduite des cultures, des épidémies, des frais imprévus, des investissements porteurs d'avenir, mais qu'il faut amortir, etc.

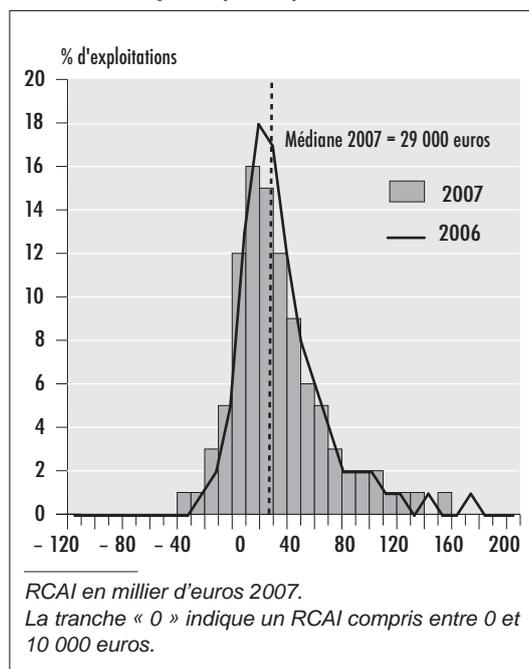
Les résultats 2007 dessinent donc, comme chaque année, une population très hétérogène. La médiane atteint 29 000 euros contre 24 000 en 2006. La moitié des exploitations dégagent un résultat supérieur à ce chiffre. Mais près de 33 000 exploitations (soit 10 % de l'ensemble) ont un résultat négatif. Ce ratio oscille entre 5 % dans les orientations grandes cultures et bovins lait et peut monter jusqu'à 32 % pour l'orientation autre viticulture.

## 2 - Une conjoncture économique qui ne sourit pas à tout le monde

En 2007, le résultat courant avant impôts est en hausse dans plusieurs orientations, notamment en grandes cultures et viticulture d'appellation avec des évolutions supérieures à 27 %. A contrario maraîchage, horticulture, bovins viande et surtout élevage hors sol, particulièrement porcin, connaissent des reculs marqués.

Après une dégradation continue sur plusieurs années, les grandes cultures qui avaient entamé un rétablissement en 2006 (+ 48 %) connaissent en 2007 une situation favorable exceptionnelle. Le résultat courant avant impôts augmente de 74 % en valeur courante pour atteindre 61 800 euros en moyenne. Il a même plus que doublé pour les exploitations spécialisées en céréales, oléagineux, protéagineux (+ 110 %). La production en valeur augmente de 23 %. Les récoltes de l'année 2007 ne sont pas à l'origine de cette situation. Les rendements des céréales à paille sont en baisse (blé : 64 q/ha, soit - 7 %). Le colza est toujours décevant (28 q/ha). En revanche, du côté des prix, ce ne sont que bonnes nouvelles pour les producteurs. Le prix de vente du blé s'envole de 52 % et atteint en moyenne près de 170 €/t (entre 2002 et 2006, le prix moyen annuel de la tonne de blé oscillait entre 100 et 120 €). Ce sont ces mouvements de prix qui expliquent la forte croissance du

**Distribution du résultat courant avant impôts (RCAI) en 2006 et 2007**



Source : RICA 2006 et 2007

revenu des exploitations en grandes cultures. Les charges d'approvisionnement (engrais, semences, produits phytosanitaires) augmentent sensiblement (+ 6,5 %), mais beaucoup moins que les produits.

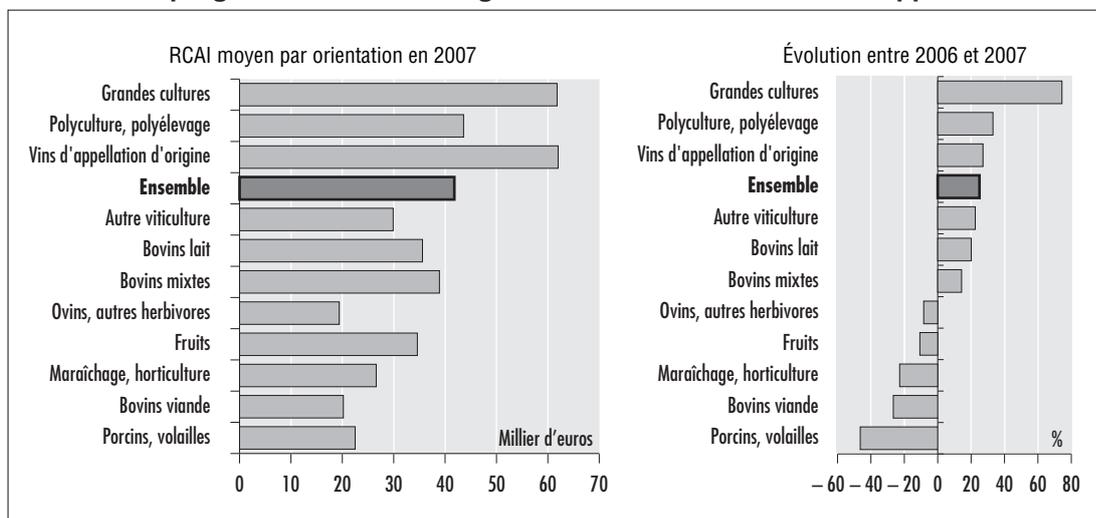
Les exploitations spécialisées en viticulture d'appellation ont connu, ces dernières années, des résultats très fluctuants d'un exercice à l'autre. Après deux baisses consécutives en 2005 et 2006, le RCAI enregistre une vive hausse (+ 27 %), s'établissant à un niveau relativement élevé de 62 000 euros en moyenne. Ces résultats moyens ne reflètent pas suffisamment les forts contrastes qui existent actuellement entre les différentes régions viticoles françaises. Ainsi, les régions méditerranéennes (Languedoc-Roussillon et Provence) restent, malgré une hausse de près de 26 %, touchées par la crise des vins AOC, avec un RCAI moyen médiocre (20 400 euros). La situation est toujours confortable pour les régions viticoles de la moitié Nord du pays, en particulier pour la Champagne-Ardenne et la Bourgogne. C'est la bonne tenue des prix des vins d'appellation qui a permis le redressement du revenu en viticulture d'appellation. À cause de conditions météorologiques défavorables, la récolte a été faible. Les charges d'approvisionnement sont en nette hausse (+ 10 %).

Le résultat des exploitations spécialisées en autre viticulture poursuit son redressement amorcé en 2006. La situation s'améliore doucement dans le vignoble méditerranéen. Le RCAI des exploitations du Languedoc-Roussillon redevient positif mais reste à un niveau relativement faible. En revanche, le

vignoble de Poitou-Charentes affiche encore une fois de remarquables résultats. Tiré par une vive demande à l'exportation, notamment des États-Unis, les prix du vin et surtout du cognac ont beaucoup augmenté.

Après un rétablissement en 2006, la situation des exploitations spécialisées en arboriculture fruitière se dégrade à nouveau. Le RCAI baisse de 11 % et s'élève à 34 600 euros en moyenne en 2007. Faibles récoltes dues à des conditions climatiques difficiles (en abricots notamment) et prix à la baisse pour bon nombre d'espèces sont responsables de cette situation. Les charges d'exploitation augmentent légèrement. Les charges de personnel, qui constituent le plus gros poste (58 000 euros en moyenne par exploitation), sont en augmentation modérée en 2007. La capacité d'autofinancement est en vive baisse. Les prélèvements privés sont en hausse, l'autofinancement chute fortement. Si la hausse du prix du blé a des répercussions très favorables sur le revenu des agriculteurs céréaliers, il n'en est pas de même pour les éleveurs, confrontés à la flambée des prix des matières premières (aliments et énergie), aux effets négatifs de la fièvre catarrhale et à la baisse des cours de la viande. Chez les éleveurs de bovins viande, le RCAI baisse en effet de 27 %. Les ventes ont diminué en 2007, de même que la production de l'exploitation. Les charges d'exploitation augmentent, notamment pour les produits vétérinaires. Les aliments du bétail, concentrés en particulier, pèsent davantage qu'en 2006. Les subventions d'exploitation reculent de 9 % par rapport à 2006. Mais, comme évoqué plus haut,

### Forte progression du RCAI en grandes cultures et viticulture d'appellation



Source : RICA 2006 et 2007

cette chute est plus apparente que réelle. Des reliquats importants des primes animales 2005 ont été versées en 2006 et comptées sur 2006, alors que les primes enregistrées en 2007 ne comprennent pratiquement pas de reliquats 2006. Les prélèvements privés ont fortement chuté de même que l'autofinancement.

Alors que la situation semblait s'améliorer pour le secteur hors-sol, 2007 est marquée par une nouvelle crise dans le secteur porcin. En moyenne pour l'ensemble des élevages hors sol, le RCAI chute de 46 % et s'établit à 22 500 euros après deux années consécutives de hausse. Les éleveurs réduisent massivement leurs prélèvements et augmentent leur endettement.

En fait, les éleveurs de volaille spécialisés et les éleveurs de porcs spécialisés ont des évolutions de revenu totalement différentes. Pour les premiers la situation se redresse, grâce à une augmentation de la valeur de la production sous l'effet d'une hausse des prix de la volaille. Pour les seconds, le constat est plus alarmant. En effet le RCAI moyen dans ce secteur est négatif. La production en valeur diminue de 2 % : une forte dégradation du prix du porc conjuguée à la forte hausse des dépenses en alimentation animale (+ 28 % en aliments concentrés) expliquent cette situation difficile.

L'embellie constatée en 2006 chez les éleveurs d'ovins, caprins et autres herbivores a fait long feu. Le RCAI est en net repli. Le secteur reste le moins profitable des grands secteurs agricoles. Avec la très forte hausse du prix du lait en fin d'année 2007, le RCAI des éleveurs de bovins laitiers apparaît en hausse sensible (+ 20 %). Il s'élève à 35 600 euros en moyenne par exploitation. La production de l'exploitation augmente fortement en valeur (+ 12 %). Ce bon résultat s'explique en partie par la présence dans l'échantillon d'exploitations qui clôturent au 31 mars et qui ont bénéficié de prix du lait très élevés, non seulement en fin d'année 2007, mais surtout au 1<sup>er</sup> trimestre 2008. Les subventions d'exploitation de l'orientation diminuent légèrement et atteignent 26 400 euros en moyenne. Les charges d'exploitation augmentent sensiblement. Les dépenses en alimentation du bétail progressent de 19 %. Les éleveurs de bovins lait augmentent leurs prélèvements ainsi que leurs investissements.

### 3 - Charges courantes : des dépenses en énergie contenues

En 2007, les charges courantes s'élèvent à 143 500 euros, moyenne nettement supérieure au niveau de 2006 (+ 5,5 %). Pour

#### Charges courantes en 2007

Valeurs moyennes par exploitation, toutes orientations confondues

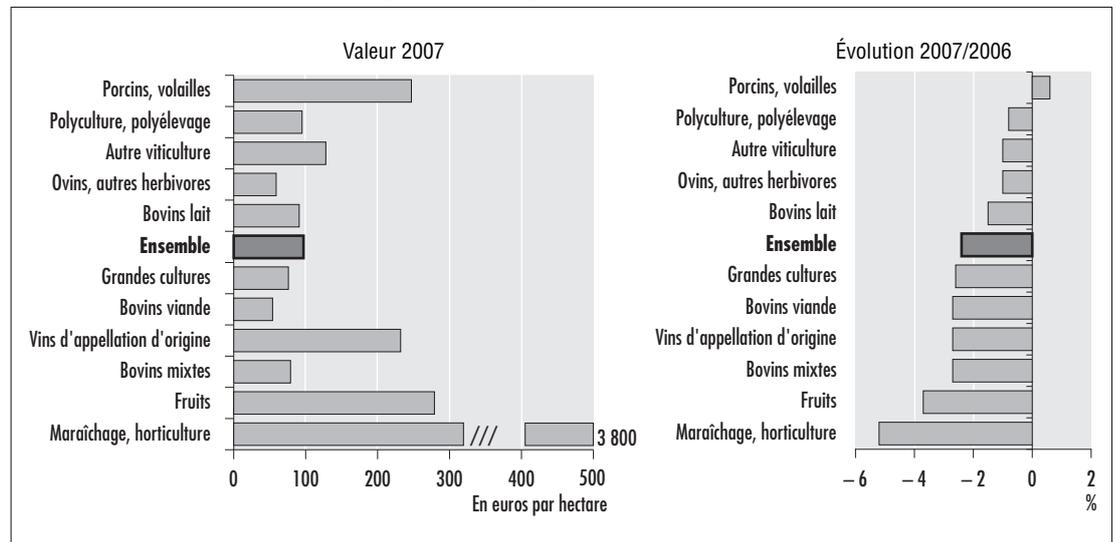
	2007 millier d'euros	Évolution 07/06 %	Structure en 2007 %
<b>I - Charges d'exploitation</b>	<b>139,0</b>	<b>+ 5,6</b>	<b>96,9</b>
<b>Approvisionnement</b>	<b>50,8</b>	<b>+ 9,1</b>	<b>35,4</b>
Engrais et amendements	8,7	+ 5,6	6,1
Semences et plants	5,3	+ 3,0	3,7
Produits phytosanitaires	7,6	+ 8,8	5,3
Aliments concentrés	15,2	+ 18,4	10,6
Aliments grossiers	1,5	+ 2,5	1,1
Produits vétérinaires	2,4	+ 7,2	1,6
Fournitures	5,1	+ 8,7	3,5
Énergie stockée	5,1	+ 1,7	3,5
<b>Autres charges d'exploitation</b>	<b>88,2</b>	<b>+ 3,6</b>	<b>61,5</b>
Énergie non stockée	2,7	+ 0,6	1,9
Travaux pour cultures et élevages	8,2	+ 4,8	5,7
Loyers et fermages	10,5	+ 3,3	7,3
Entretien des bâtiments et du matériel	6,7	+ 3,8	4,7
Assurances	4,5	+ 4,0	3,1
Charges de personnel	11,0	+ 3,1	7,7
Impôts et taxes	1,9	+ 1,3	1,3
Amortissements	26,0	+ 3,7	18,2
Autres	16,7	+ 4,3	11,6
<b>II - Charges financières</b>	<b>4,5</b>	<b>+ 3,2</b>	<b>3,1</b>
Charges financières à long ou moyen terme	3,4	- 0,0	2,4
Charges financières à court terme	1,1	+ 14,9	0,8
<b>I + II - Charges courantes</b>	<b>143,5</b>	<b>+ 5,5</b>	<b>100,0</b>
Dont énergie totale	7,8	+ 1,3	5,4

Source : RICA 2006 et 2007

l'ensemble des exploitations, la structure de répartition des charges reste globalement stable. Ainsi, pour 100 euros de charges courantes, 61 % sont liées aux structures des exploitations, 35 % sont liées aux approvisionnements et 3 % sont liées au loyer de l'argent. Pour comparaison, le poids des charges courantes représente pour l'ensemble des exploitations 77 % du produit brut (allant jusqu'à 92 % pour les élevages de porcins, volailles). En 2007, 10 % des exploitations doivent faire face à des dépenses supérieures à leurs ressources (18 % des éleveurs de porcins, volailles, 21 % pour l'arboriculture fruitière et 32 % en autre viticulture).

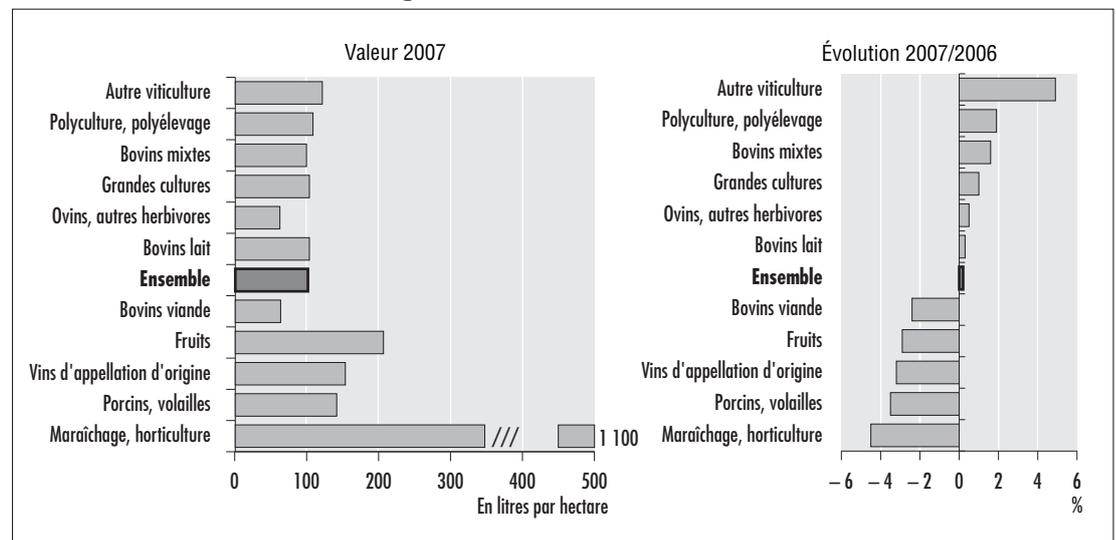
Le prix de l'énergie a connu ces dernières années de fortes augmentations. En 2007, les exploitants agricoles doivent de nouveau faire face à la flambée du prix du baril de pétrole. Ces variations du prix de l'énergie ont des répercussions immédiates en agriculture, notamment sur les charges des agriculteurs. Pourtant en 2007, les dépenses consacrées à l'énergie n'ont progressé que de 1 % pour atteindre 7 800 euros en moyenne. Elles avaient par comparaison progressé de 15 % en 2005 et de 7 % en 2006. Toutes les orientations, à l'exception des secteurs de porcins volailles, ovins et polyculture, voient leurs dépenses en énergie diminuer en valeur

### Charges en énergie à l'hectare en 2007



Source : RICA 2006 et 2007

### Charges en fioul à l'hectare en 2007



Source : RICA 2006 et 2007

en 2007. Ramenées à l'hectare et pour l'ensemble des exploitations, ces charges diminuent légèrement et s'élèvent à 97 euros par hectare. La part des dépenses en énergie représente toujours une part réduite du total des charges avec 5 %, niveau légèrement inférieur à l'année précédente. Ce ratio diffère peu selon les orientations, à l'exception notable du maraîchage, horticulture qui possède un ratio supérieur à 10 %. Au contraire, pour la viticulture d'appellation, ce ratio est très faible. Les dépenses en énergie ne représentent en effet que 3 % des charges dans cette orientation. Par ailleurs, la plupart des exploitations subissent également, mais de manière indirecte, l'impact de la hausse du prix de l'énergie à travers l'augmentation des charges en engrais et amendements. Celles-ci progressent en effet de 6 % en 2007 et s'établissent à 8 700 euros en moyenne. Chez les exploitations de grandes cultures par exemple, les dépenses en engrais et amendements ont augmenté de 5 % (après + 3 % en 2006), elles s'élèvent désormais à 17 100 euros.

D'une orientation à une autre, la consommation d'énergie et son utilisation peuvent varier considérablement. Ainsi en 2007, les dépenses en énergie s'échelonnent entre 54 euros par hectare en bovins viande et 3 800 euros par hectare en maraîchage, horticulture. En effet dans cette dernière orientation, les surfaces utilisées sont petites (6 ha en moyenne) mais les dépenses en énergie, pour les cultures sous serre en particulier, sont très élevées. Les charges à l'hectare sont également élevées dans les orientations de fruits, de porcins-volailles, et de vins d'appellation où le ratio dépasse les 230 euros l'hectare. Les élevages de ruminants présentent quant à eux bien sûr une charge réduite, inférieure à 90 euros par hectare.

La consommation d'énergie est depuis 2004 suivie en valeur dans le RICA, mais aussi en quantité, pour les principaux produits pétroliers (fioul domestique, gaz propane ou butane). En 2007, les exploitations agricoles ont consommé en moyenne 8 100 litres de fioul

#### Détail des charges en énergie en 2007 selon les orientations

Orientation	Combustibles stockés					Carburants et lubrifiants stockés				Carburants et lubrifiants non stockés		Combustibles non stockés (Gaz de réseau)	Électricité	Total énergie
	Total	Dont				Total	Dont			Total	Dont			
		Fioul domestique		Gaz (propane et butane)			Fioul domestique		Lubrifiant					
	Valeur (1 000 euros)	Quantité (1 000 l)	Valeur (1 000 euros)	Quantité (t)	Valeur (1 000 euros)	Valeur (1 000 euros)	Quantité (1 000 l)	Valeur (1 000 euros)	Valeur (1 000 euros)	Valeur (1 000 euros)	Valeur (1 000 euros)			
Grandes cultures	0,4	0,4	0,2	0,3	0,2	6,2	11,5	5,6	0,3	0,8	0,7	0,1	1,3	8,8
Maraîchage, horticulture	11,2	3,7	1,8	9,3	6,9	1,7	2,9	1,5	0,0	1,9	1,7	5,1	3,9	23,9
Vins d'appellation	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	1,7	2,9	1,5	0,1	1,6	1,4	0,1	1,0	4,5
Autre viticulture	0,5	0,0	0,0	0,6	0,4	2,3	4,1	2,1	0,1	0,9	0,8	0,1	0,6	4,4
Fruits	1,1	0,7	0,5	1,0	0,6	3,2	5,4	2,8	0,1	1,6	1,5	0,0	2,3	8,2
Bovins lait	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	4,1	7,6	3,8	0,2	0,6	0,4	0,0	1,9	6,7
Bovins viande	0,1	0,1	0,0	0,1	0,1	3,3	5,8	3,0	0,2	0,9	0,8	0,0	0,6	5,0
Bovins mixtes	0,1	0,0	0,0	0,2	0,1	5,7	10,6	5,3	0,3	0,7	0,6	0,0	1,9	8,5
Ovins, autres herbivores	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	2,9	5,1	2,6	0,2	0,9	0,7	0,0	1,1	4,9
Porcins, volailles	2,7	0,3	0,2	3,6	2,5	3,3	6,2	3,1	0,1	0,8	0,7	0,1	4,4	11,3
Polyculture, polyélevage	0,9	0,1	0,1	1,3	0,8	5,6	10,5	5,2	0,3	0,9	0,7	0,1	1,9	9,3
<b>ENSEMBLE</b>	<b>0,8</b>	<b>0,3</b>	<b>0,1</b>	<b>0,8</b>	<b>0,5</b>	<b>4,3</b>	<b>7,8</b>	<b>3,9</b>	<b>0,2</b>	<b>0,9</b>	<b>0,8</b>	<b>0,2</b>	<b>1,6</b>	<b>7,8</b>
Évolution 07/06 %	-2,2	-0,5	-1,2	-3,7	-2,6	2,5	1,6	1,9	10,9	5,1	6,4	0,3	-1,8	1,3

Source : RICA 2007

domestique, soit 2 % de plus qu'en 2006. Ramené à l'hectare, ce ratio augmente peu et s'établit à 101 litres en moyenne. Après une année 2006 de réduction de la consommation de fioul dans la plupart des orientations, la volonté se poursuit en 2007 dans bon nombre de secteurs. L'orientation maraîchage, horticuture affiche une nouvelle fois la plus forte baisse des volumes de fioul consommés avec une réduction de 4 % entre 2006 et 2007 (après des réductions de 14 % et 21 % sur les deux années précédentes). Dans ce secteur, il est impératif de freiner la consommation en cette période de fortes hausses de prix. Ce secteur conserve évidemment la plus forte consommation à l'hectare (1 100 l), loin devant l'arboriculture fruitière (210 l) et la viticulture d'appellation (150 l). Ce sont les orientations à dominante animale, notamment les élevages de ruminants, qui présentent la consommation en volume par hectare la plus faible. Les éleveurs d'ovins ont ainsi consommé 62 l de fioul en moyenne par hectare en 2007.

En 2007, les dépenses en gazole à la pompe s'établissent à 790 euros en moyenne par exploitation, soit 6 % de plus qu'en 2006. Cette hausse est particulièrement forte pour les exploitations de porcins, volailles (+ 24 %), mais ceux-ci détiennent une consommation de carburant à la pompe relativement faible (680 euros en moyenne). Enfin, avec 1 600 euros en moyenne par exploitation, les dépenses en électricité diminuent de 2 %. Elles représentent ainsi 21 % des dépenses totales en énergie.

#### 4 - Bilan des exploitations agricoles et rentabilité en 2007

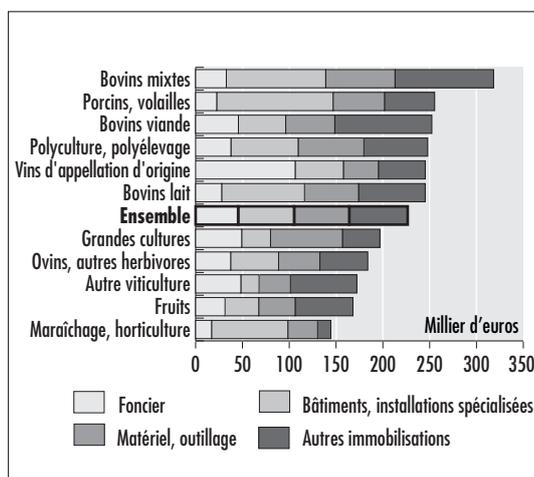
Le bilan décrit la situation patrimoniale de l'exploitation à la clôture de l'exercice. L'actif du bilan traduit les moyens possédés par l'exploitation et mis en œuvre pour exercer son activité. En 2007, l'actif total des exploitations professionnelles s'élève à 363 300 euros en moyenne : + 6 % par rapport à 2006. Les immobilisations représentent 62 % de l'actif et s'élèvent à 226 500 euros en moyenne par exploitation. Les actifs immobilisés sont les biens nécessaires au processus productif, tels que les terres, les bâtiments, les matériels ou les animaux reproducteurs. Les orientations diffèrent bien évidemment par la structure de leurs immobilisations. Si les grandes cultures nécessitent un matériel important, en viticulture, c'est le foncier qui prédomine. Les plantations sont fondamentales pour les

arboriculteurs, alors que le maraîchage, horticuture dédie un montant relativement élevé aux bâtiments et installations spécialisées. Dans les orientations d'élevage, le capital en animaux reproducteurs est le principal poste des immobilisations. Chez les éleveurs de porcins, volailles, il y a nécessité à posséder des bâtiments et des installations spécialisées.

Les actifs circulants représentent, quant à eux, 135 500 euros, soit 37 % de l'actif total en 2007. Il s'agit de biens et de créances résultant du processus de production, y compris les stocks. Selon les orientations, l'actif circulant peut présenter de fortes divergences. Les orientations viticoles possèdent des vins en cours de vinification ou d'élevage. Les stocks représentent ainsi 75 % de l'actif circulant en viticulture d'appellation et 79 % en autre viticulture. Dans les orientations animales, la majeure partie des stocks est constituée par les animaux circulants. Les valeurs réalisables sont parfois élevées, il s'agit dans la plupart des cas de créances sur les clients.

Le passif décrit les ressources mobilisées par l'exploitation pour financer les moyens mis en œuvre. L'endettement, qui représente la contribution des partenaires extérieurs, atteint 132 300 euros, niveau nettement supérieur à 2006. Les capitaux propres constituent la contribution du chef d'exploitation lui-même. Ils représentent 64 % du passif avec 230 800 euros en moyenne par exploitation.

**Structure des immobilisations à la clôture de l'exercice 2007**



Source : RICA 2007

La structure des bilans est conditionnée en grande partie par le processus de production. Elle diffère sensiblement d'une orientation à l'autre. La part des immobilisations dans l'actif total est importante, notamment pour les orientations d'élevage. Elle est relativement élevée dans les orientations animales, jusqu'à 75 % pour les éleveurs d'ovins. À l'inverse, elle est plus faible pour les orientations végétales, à commencer par l'orientation viticulture d'appellation, qui compte seulement 42 % d'immobilisations dans son actif.

La situation financière des exploitations est d'autant plus saine que les immobilisations sont couvertes par les capitaux propres. En 2007, seules les orientations viticoles et de grandes cultures répondent à cette caracté-

ristique. En viticulture d'appellation, les capitaux propres s'élèvent en moyenne à 406 100 euros et couvrent ainsi largement les immobilisations (245 300 euros). Mais il est vrai qu'ils servent aussi à financer le vin en cours de vieillissement, qui par certains aspects est assimilable à une immobilisation. Chez les éleveurs de porcins, volailles, les immobilisations (255 300 euros) dépassent largement les capitaux propres (162 500 euros).

En 2007, la rémunération du travail annuel salarié sur l'exploitation s'établit en moyenne à 15 900 euros par UTA salariée. L'exploitation moyenne emploie 1,44 unité de travail annuel non salariée, principalement le chef d'exploitation, assisté le plus souvent par un membre de sa famille. Si l'on admet que le

#### Bilan à la clôture de l'exercice en 2007 toutes orientations confondues

Détail de l'actif 2007	Valeur 2007	Évolution 07/06 %	Détail du passif 2007	Valeur 2007	Évolution 07/06 %
<b>Actifs immobilisés</b>	<b>226,5</b>	<b>3,2</b>	<b>Capitaux propres</b>	<b>230,8</b>	<b>7,4</b>
Actifs incorporels	1,8	15,0	Situation nette	222,5	7,8
Terrains	42,5	3,0	Subventions d'investissement	8,3	- 0,5
Aménagements	2,9	- 1,8	<b>Ensemble des dettes</b>	<b>132,3</b>	<b>3,1</b>
Constructions	51,3	2,0	Dettes à long ou moyen terme	85,0	0,9
Installations spécialisées	8,5	2,2	Emprunts à court terme	5,0	1,5
Matériel	58,9	6,8	Autres dettes financières à moins de 1 an	6,9	- 2,6
Plantations	8,1	- 3,3	Dettes auprès des fournisseurs	23,5	11,2
Animaux reproducteurs	38,0	2,1	Dettes sociales	3,0	7,5
Autres immobilisations corporelles	7,6	1,5	Dettes auprès de l'État	1,3	20,4
Actifs financiers	6,9	0,2	Dettes sur immobilisations	1,7	23,3
<b>Actifs circulants</b>	<b>135,5</b>	<b>10,4</b>	Avances et acomptes reçus	0,8	8,6
Stocks	82,3	10,7	Autres dettes	5,1	2,1
Valeurs réalisables	32,9	8,5			
Valeurs disponibles	20,4	12,7			
<b>Régularisation actif</b>	<b>1,3</b>	<b>9,0</b>	<b>Régularisation passif</b>	<b>0,1</b>	<b>- 23,4</b>
<b>Total actif</b>	<b>363,3</b>	<b>5,8</b>	<b>Total passif</b>	<b>363,3</b>	<b>5,8</b>

Source : RICA 2006 et 2007

travail non salarié est rémunéré de la même manière que le travail salarié, en moyenne 22 800 euros sont dédiés à la rémunération de l'ensemble des UTANS par exploitation. Le résultat courant avant impôts s'élève en moyenne à 41 800 euros en 2007. Une fois déduites les charges sociales de l'exploitant (8 800 euros en moyenne) et la rémunération conventionnelle des UTA non salariées de l'exploitation, il reste 10 200 euros pour rémunérer les capitaux propres consacrés à l'exploitation. Les capitaux propres se mon-

tent quant à eux à 230 800 euros en moyenne par exploitation. La rentabilité estimée moyenne des capitaux propres en 2007 est, sous les hypothèses retenues, relativement importante (+ 4,4 %).

Cette rentabilité estimée est bien évidemment plus élevée dans les grandes exploitations où elle atteint 11,7 %. Elle est négative dans les petites. Les résultats progressent avec la taille économique alors que la quantité de facteurs de production mis en œuvre augmente dans une moindre mesure.

#### Rentabilité des capitaux propres en 2007

	Toutes exploitations	Petite exploitation Cdex 5-6	Moyenne petite exploitation Cdex 7	Moyenne grande exploitation Cdex 8	Grande exploitation Cdex 9	Très grande exploitation Cdex 10
Nombre d'exploitations représentées (milliers)	<b>326,0</b>	9,3	100,5	135,3	70,4	10,5
Surface agricole utilisée (ha)	<b>79,9</b>	26,1	49,2	77,0	125,4	154,7
Rémunération de la main d'œuvre salariée (1)	<b>15,9</b>	14,4	14,0	15,0	16,0	17,1
Travail non salarié en UTA (UTANS) (2)	<b>1,44</b>	1,10	1,16	1,44	1,77	2,10
Rémunération totale des UTA non salariée (3) = (1)* (2)	<b>22,8</b>	15,9	16,2	21,6	28,3	35,9
Résultat courant avant impôts (4)	<b>41,8</b>	7,6	18,2	35,6	77,5	139,4
Charges sociales de l'exploitant (5)	<b>8,8</b>	3,5	4,7	8,1	14,4	24,7
Revenu de l'exploitant (6) = (4) - (5)	<b>33,0</b>	4,0	13,5	27,6	63,0	114,7
Capitaux propres (7)	<b>230,8</b>	85,3	145,5	206,8	351,9	673,1
Rémunération des capitaux propres (8) = (6) - (3)	<b>10,2</b>	- 11,9	- 2,7	5,9	34,7	78,8
Rentabilité des capitaux propres (%) (8)/(7)	<b>4,4</b>	- 13,9	- 1,9	2,9	9,9	11,7

Source : RICA 2007